



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Business Management and Consulting Services Division /
Division des services de gestion des affaires et de
consultation
Terrasses de la Chaudière 5th Floor
Terrasses de la Chaudière 5e étage
10 Wellington Street
10, rue Wellington
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Gender Based Analysis Plus	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60ZG-212007/A	Date 2021-01-25
Client Reference No. - N° de référence du client 20212007	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$ZG-411-38950
File No. - N° de dossier 411zg.E60ZG-212007	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2021-02-22 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Baker(411zg), Roxane	Buyer Id - Id de l'acheteur 411zg
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-8291 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

Demande de renseignements (DDR) E60ZG-212007/A

OFFRE À COMMANDES PRINCIPALE ET NATIONALE POUR DES SERVICES-CONSEILS SUR L'ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LES SEXES+ (ACS+)

**Services publics et
Approvisionnement Canada (SPAC)
au nom du**

**Ministère de Femmes et de l'Égalité
des genres du Canada (FEGC)**

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS (RFI)

OFFRE À COMMANDES PRINCIPALE ET NATIONALE POUR DES SERVICES-CONSEILS SUR L'ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LES SEXES + (ACS+)

1. Objectif et contenu de la demande de renseignements (DDR)

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), et le ministère de Femmes et de l'Égalité des genres du Canada (FEGC) souhaitent recueillir des commentaires de l'industrie, afin de l'aider à définir les exigences d'une demande d'offres à commandes (DOC) à venir.

Les objectifs de la présente DDR sont les suivants :

- a. Informer les fournisseurs potentiels des exigences de ce processus d'approvisionnement.
- b. Recueillir des renseignements sur le niveau d'intérêt et la capacité des fournisseurs à l'égard des exigences publiées dans cette DDR.
- c. Obtenir des commentaires de l'industrie sur l'annexe A, Énoncé des travaux, sur l'annexe B, Ébauche des critères d'évaluation technique et sur l'annexe C, Formulaire de déclaration volontaire.
- d. Obtenir des réponses aux questions à l'intention de l'industrie fournies dans le présent document.
- e. Convier l'industrie à participer à des activités de consultation comme la session virtuelle de l'industrie ou des rencontres virtuelles individuelles.

Le matériel dans cette trousse de DDR est pour la sollicitation de **rétroaction seulement**. La présente DDR ne constitue pas un appel d'offres ni une demande de soumissions. Aucun accord, ni offre à commandes ni contrat fondé sur la présente DDR ne sera conclu. Elle ne constitue nullement un engagement de la part du gouvernement du Canada, et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être réclamé au Canada. Cette DDR ne doit pas être considérée comme un engagement à publier une demande d'offres à commandes ni à attribuer un contrat pour les travaux décrits dans les présentes.

L'émission de cette DDR ne doit en aucun cas être considérée comme un engagement du gouvernement du Canada, ni comme une autorisation envers les répondants potentiels d'entreprendre des travaux qui pourraient être imputés au Canada. Cette DDR ne doit pas être considérée comme un engagement à émettre une demande d'offre à commandes pour ce besoin et aucune offre à commandes ou autre forme d'engagement ne sera conclue avec un répondant en fonction des réponses à cette DDR. Cette DDR ne doit en aucun cas être considérée comme une autorisation du Canada d'entreprendre des travaux, ce qui entraînerait des coûts pour le Canada.

Même si les renseignements recueillis sont considérés comme étant de nature commerciale (auquel cas, ils seront traités en conséquence par le Canada), le Canada peut utiliser l'information aux fins de rédaction d'une ébauche des exigences de rendement provisoires (qui peuvent faire l'objet de modifications) et de planification budgétaire.

Les répondants sont encouragés à indiquer, dans les renseignements fournis au Canada, la présence de tout renseignement qu'ils considèrent comme exclusif, personnel ou appartenant à un tiers. Veuillez noter que le Canada pourrait être tenu par la loi (p. ex., en réponse à une demande formulée dans le cadre de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*) de divulguer des renseignements exclusifs ou délicats sur le plan commercial concernant un répondant (pour en savoir davantage : <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/a-1/>).

La participation à cette DDR est encouragée, mais elle n'est pas obligatoire. La présente DDR ne servira pas à établir une liste de fournisseurs éventuels pour les travaux à venir. De plus, la participation à la présente DDR n'est ni une condition ni un préalable pour participer à toute demande d'offre à subséquente.

Le Canada ne sera pas responsable ni ne remboursera les répondants pour les frais, les honoraires ou dépenses encourus par un répondant dans la préparation ou la soumission de sa réponse à la présente DDR. Le Canada ne sera lié par rien de ce qui est indiqué dans la présente. Le Canada se réserve le droit de modifier, à tout moment, tout ou une partie de la demande d'offre à commandes s'il le juge nécessaire.

La date de clôture de la DDR publiée dans les présentes n'est pas la date limite pour faire des commentaires. Les commentaires seront acceptés jusqu'à ce que la demande de propositions soit publiée (le cas échéant).

Les répondants sont informés que toute information soumise au Canada en réponse à cette DDR peut être utilisée dans l'élaboration d'une demande d'offre à commandes subséquente. Les répondants ne seront liés par aucun aspect de leur réponse à cette DDR.

Toutes les réponses à cette DDR seront conservées par le Canada sur une base confidentielle (sous réserve de la loi applicable) et demeurent la propriété du Canada une fois qu'elles ont été reçues.

Pour faciliter la consolidation et l'analyse des réponses à la DDR, le Canada demande de suivre la structure de rétroaction décrite dans la section Format de la réponse.

2. Renseignements généraux

FEGC doit établir une offre à commandes afin d'obtenir, par le biais de mécanismes de commande subséquente, des services de consultants pour fournir des conseils et un soutien technique sur l'application de l'ACS+ en utilisant un cadre analytique intersectionnel pour soutenir la conception et la prestation d'initiatives publiques accessibles et inclusives. Cela pourrait inclure, mais sans s'y limiter, les politiques, la recherche, les programmes, la participation du public, les activités d'apprentissage et de renforcement des capacités, et l'évaluation, entre autres pour s'assurer que le gouvernement prend en compte de manière systématique et cohérente les besoins intersectionnels de la société.

La période proposée pour toute Offre à commandes principale et nationale (OCPN) qui en résulterait serait de trois (3) ans à partir de l'attribution de l'OC plus deux (2) périodes optionnelles d'une (1) année chacune. L'intention est de publier la demande d'offres à commandes (DOC) pour ce besoin à la mi-2021. Il s'agit d'un délai estimatif fourni uniquement à des fins d'information. SPAC se réserve le droit de modifier le calendrier d'approvisionnement comme bon lui semble.

Plusieurs catégories (volets) différentes de services-conseils seront requises en appui à la recherche et l'analyse, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, la gestion de programmes et de projets, la formation et l'élaboration d'outils et l'animation, et, l'évaluation et le suivi.

Dans le cadre de la [Déclaration et du Programme d'action de Beijing de 1995](#), le gouvernement du Canada s'est engagé à utiliser l'analyse comparative entre les sexes (ACS) pour promouvoir l'égalité entre les sexes. À cette époque, l'ACS visait principalement à réduire les disparités entre les sexes et à accroître l'autonomie des femmes, et elle constituait également un outil important pour appuyer l'élaboration d'initiatives efficaces pour les hommes, les garçons et diverses populations. Depuis son adoption, le cadre canadien de l'ACS+ a été élargi pour englober diverses formes d'exclusion.

Processus analytique, l'ACS+ fournit une méthode rigoureuse d'évaluation des inégalités systémiques et des répercussions potentielles de politiques, de programmes et d'initiatives sur divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes de diverses identités de genre en raison de leurs besoins et expériences uniques. L'utilisation de l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) nous permet de mieux comprendre les recoupements entre le sexe et le genre et d'autres facteurs identitaires et constitue un élément essentiel de notre conception et de notre mise en œuvre d'initiatives inclusives.

3. Exigences en matière de sécurité:

Il n'y a aucune exigence en matière de sécurité pour cette DDR; toutefois, on s'attend à ce qu'il y ait une exigence en matière de sécurité au moment d'une éventuelle demande d'offres à commandes. Les exigences potentielles en matière de sécurité peuvent être les suivantes:

- Niveau de contrôle de la sécurité du personnel (fournisseur): Fiabilité
- Autorisation de détenir des renseignements: Protégé B
- Support relative à la technologie de l'information (TI): Protégé B

Les répondants dont les organisations ne détiennent PAS actuellement une vérification d'organisation désignée (VOD), et (ou) au niveau de contrôle de la sécurité du personnel délivré par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), au niveau Protégé B sont encouragés à lancer immédiatement le processus d'habilitation de sécurité pour répondre aux potentielles exigences de sécurité futures en demande le parrainage de l'autorité contractante par courriel à l'adresse fournie.

La demande doit comprendre les renseignements suivants:

Dénomination sociale de l'entreprise
Dénomination commerciale, si elle est différente de la dénomination sociale
Adresse postale
Adresse municipale, si elle est différente de l'adresse postale
Numéro de téléphone de l'entreprise
Numéro de télécopieur de l'entreprise
Nom et prénom de la personne-ressource (représentant au Canada)
Titre de la personne-ressource
Numéro de téléphone de la personne-ressource
Adresse courriel de la personne-ressource
Préférence linguistique (français ou anglais)

La Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de SPAC fera ensuite parvenir au fournisseur éventuel intéressé toute la documentation à remplir.

Si le fournisseur éventuel souhaite proposer les services d'une personne qui a obtenu une attestation de sécurité d'un ministère ou d'un organisme gouvernemental autre que la DSIC de SPAC, le responsable de la sécurité de l'entreprise du fournisseur doit communiquer avec la DSIC et demander un transfert ou un double de l'attestation de sécurité de la personne.

Pour toute demande de renseignements sur les exigences en matière de sécurité, les fournisseurs éventuels doivent communiquer avec la DSIC au 1-866-368-4646, ou au 613-948-4176 dans la région de la capitale nationale. Ils peuvent également consulter le site Web de la DSIC à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/index-fra.html>.

Les fournisseurs éventuels qui souhaitent demander une vérification d'organisation désignée (VOD) ou une attestation de sécurité d'installation (ASI) n'auront aucun coût direct à assurer. Toutefois, des coûts indirects, liés au besoin de respecter les normes minimales comme l'installation de mécanismes pour la protection des documents, peuvent s'appliquer.

4. Inscription des fournisseurs:

Les fournisseurs doivent avoir un numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) avant l'émission d'une offre à commandes. Les fournisseurs peuvent s'inscrire pour un NEA en ligne à <https://achatsetventes.gc.ca/pour-les-entreprises/vendre-au-gouvernement-du-canada/s-inscrire-comme-fournisseur>

5. Questions

Toutes les questions des répondants sur la présente DDR doivent être présentées par écrit, par courriel, à l'autorité contractante indiquée ci-dessous au plus tard à la date de clôture.

Roxane Baker
Spécialiste en approvisionnements
Services publics et Approvisionnement Canada
Direction générale des approvisionnements
Division des services de gestion des affaires et de consultation

Les Terrasses de la Chaudière, 5^e étage
10 rue Wellington
Gatineau, Québec, K1A 0S5
Courriel: roxane.baker@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le Canada se réserve le droit de ne pas répondre aux questions reçues après la date de clôture ni aux questions qui ne sont pas pertinentes à la DDR. Les questions qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » seront traités en conséquence, sauf dans les cas où le Canada considère que la question n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au répondant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre l'affichage des réponses dans le Système électronique d'appels d'offres du gouvernement (<https://achatsetventes.gc.ca/>).

Les questions qui ne sont pas soumises sous une forme pouvant être distribuée à tous les répondants peuvent ne pas recevoir de réponse du Canada.

La présente DDR peut faire l'objet de modifications. Le cas échéant, ces modifications seront publiées sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement. Le Canada demande aux répondants de consulter [Achatsetventes.gc.ca](https://achatsetventes.gc.ca) régulièrement pour vérifier les modifications apportées, s'il y a lieu.

6. Activités de consultation de l'industrie (le cas échéant)

Dans le cadre du processus de la présente DDR, le Canada souhaite donner aux soumissionnaires la possibilité d'exprimer leurs commentaires à propos des documents joints. S'il y a un intérêt manifeste de l'industrie, le Canada pourrait tenir des activités de consultation virtuelles comme une session de l'industrie et / ou réunions individuelles. Si nécessaire, ces activités de consultation virtuelles auront provisoirement lieu entre le 9 et le 17 février 2021.

Les offrants potentiels qui souhaitent participer à de telles activités, doivent en faire part par écrit par courriel à l'autorité contractante **au plus tard le 5 février, 2021 avant 14h00, heure normale de l'Est (HNE)**. En fonction du nombre d'intérêt, le choix du format et de l'horaire sera communiqué aux répondants intéressés quelques jours avant la méthode de session choisie. Le Canada se réserve le droit de choisir le format ou de décider de ne pas tenir de session(s) s'il n'y a pas suffisamment d'intérêt.

7. Date de clôture de la DDR:

Les réponses à la présente DDR doivent être soumises par voie électronique à l'autorité contractante **au plus tard le 22 février, 2021 avant 14h00, heure normale de l'Est (HNE)**. Tous les renseignements reçus après cette date seront pris en compte uniquement dans une mesure raisonnable, au seul jugement du Canada.

8. Éclaircissements:

Le Canada pourrait demander des éclaircissements sur les réponses ou les commentaires reçus. Si des éclaircissements sont nécessaires, ils seront demandés par écrit.

Les répondants sont informés que toute information soumise à SPAC en réponse à cette demande de renseignements peut être utilisée dans l'élaboration d'une DOC subséquente. Les répondants ne seront liés par aucun aspect de leur réponse à cette DDR. Toutes les réponses seront conservées par le Canada sur une base confidentielle et demeurent la propriété du Canada une fois qu'elles ont été reçues et peuvent être utilisées pour soutenir le développement ultérieur de documents de planification interne et de décisions, et éventuellement un DOC. Notez que les réponses ne seront pas retournées.

9. Participation

Cette DDR est inclusive et flexible et ne vise pas à pré-qualifier les répondants à aucune étape du processus. Un répondant intéressé qui ne participe pas à cette DDR n'est pas empêché de participer à tout processus subséquent de DOC.

10. Format de la réponse:

Page couverture: Pour leur réponse, les répondants doivent indiquer:

- (i) le numéro de la demande de renseignements;
- (ii) le nom légal complet et l'adresse du répondant;
- (iii) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du contact du répondant qui seront utilisés pour l'éventuelle rencontre individuelle; et
- (iv) la date.

Format de la réponse: Le Canada demande que les répondants soumettent leur réponse en format PDF non protégé (c'est-à-dire sans mot de passe) par courriel si la taille du courriel est inférieure à 6 Mo, à l'autorité contractante nommée ci-dessus. Un courriel accusant réception de votre réponse vous sera envoyé.

Si la réponse est supérieure à 6 Mo, les répondants devront la soumettre à l'aide de Connexion postel. L'adresse est tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Si le répondant choisit de soumettre sa réponse par voie électronique en utilisant le service Connexion postel fourni par la Société canadienne des postes,

- o Le Canada demande que le répondant soumette sa réponse conformément à l'article 08 – Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postel, des instructions uniformisées 2003. La sous-section 2, Connexion postel, contient des instructions et des conditions.
- o Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message unique et une limite de 20 Go par conversation.

Les réponses à cette DDR peuvent être fournies dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada, l'anglais ou le français.

Les répondants sont priés de consulter la documentation ci-jointe, répondre aux questions suivantes et fournir les renseignements demandés dans le tableau ci-dessous – Tableau 1 – Réponse aux questions et renseignements demandés.

TABLEAU 1 – RÉPONSE AUX QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS	
QUESTIONS	RÉPONSE
OBJET	
1) Avez-vous déjà utilisé une approche intersectionnelle dans votre travail?	
2) Connaissez-vous l'engagement du gouvernement du Canada envers l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+)?	
3) Avez-vous suivi le cours en ligne d'introduction à l'ACS+ de Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC)? Pour en	

TABLEAU 1 – RÉPONSE AUX QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS

QUESTIONS	RÉPONSE
savoir plus, veuillez consulter le site Web suivant : https://cfc-swc.gc.ca/gba-acsc/course-cours-fr.html .	
4) Quelle est la demande actuelle d'expertise en analyse comparative entre les sexes plus (ACS+)?	
ENTREPRENEURS	
5) Êtes-vous une entreprise/organisation ou une consultante ou un consultant autonome?	
6) À quel endroit est située votre entreprise ou organisation?	
7) Si vous êtes une entreprise/organisation, combien de membres du personnel / ressources (consultants) employez-vous?	
8) Combien de ressources (consultants) dans votre entreprise/organisation possèdent de l'expertise dans l'application d'une approche intersectionnelle à l'un des domaines mentionnés dans l'énoncé des travaux?	
ÉTUDES ET EXPÉRIENCE	
9) Quelle serait une combinaison appropriée d'expérience vécue et de formation officielle? a. Expérience vécue: Connaissance personnelle du monde acquise grâce à une participation directe à des événements de la vie quotidienne plutôt que grâce à des représentations produites par d'autres personnes.	
10) Comment proposez-vous que nous fassions la différence entre les divers niveaux d'expérience – entre les consultantes et consultants subalternes, intermédiaires et principaux?	
11) Avez-vous une expérience de travail avec les institutions fédérales?	
ÉNONCÉ DES TRAVAUX	
12) L'énoncé des travaux ci-joint est-il clair? a. Sinon, comment pourrions-nous l'améliorer?	
13) Y a-t-il des expertises pertinentes qui devraient être ajoutées à cet énoncé des travaux? Si oui, lesquelles?	
14) De quels renseignements supplémentaires auriez-vous besoin pour orienter votre décision pour ce qui est de soumissionner pour cette offre à commandes?	

TABLEAU 1 – RÉPONSE AUX QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS

QUESTIONS	RÉPONSE
CRITÈRES D'ÉVALUATION	
15) Est-ce que les critères d'évaluation sont clairs? a. Sinon, comment pourrions-nous les améliorer?	
16) Y a-t-il des expertises pertinentes ou non pertinentes qui devraient être ajoutées ou supprimées de la grille des critères d'évaluation? Si oui, lesquelles?	
17) Que considérez-vous comme le niveau d'études minimum pour cette offre à commandes?	
18) Quelle combinaison d'études et d'expérience conviendrait pour cette offre à commandes?	
19) Comment devrions-nous évaluer l'expérience vécue dans les critères d'évaluation?	
20) Comment devrions-nous évaluer l'expérience vécue et la formation officielle, et faire la distinction entre ces deux éléments?	
21) Seriez-vous en mesure de fournir des exemples de votre expérience tel qu'indiqué dans la grille des critères d'évaluation?	
22) Comment devrions-nous évaluer la méthodologie décrite dans la grille des critères d'évaluation?	
23) D'autres expériences devraient-elles être évaluées dans la grille des critères d'évaluation?	
24) Selon la grille des critères d'évaluation, seriez-vous en mesure de répondre à ces critères? a. Dans la négative, quels seraient les obstacles les plus importants?	
INTÉRÊTS	
25) Est-ce que votre entreprise, votre organisation ou vous-même souhaiteriez soumissionner pour cette demande d'offre à commandes (DOC) afin de fournir des services de conseil d'ACS+ au gouvernement du Canada (GC) si ce dernier demandait de tels services? a. Sinon, qu'est-ce qui vous empêcherait de présenter une proposition?	
26) Avez-vous d'autres recommandations, conseils ou préoccupations à formuler à l'intention du GC à l'égard de ce besoin?	

TABLEAU 1 – RÉPONSE AUX QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS

QUESTIONS	RÉPONSE
27) Est-ce que votre entreprise/organisation ou vous-même auriez la capacité d'exécuter des contrats simultanés en vertu de l'offre à commandes si vous deveniez une fournisseuse ou un fournisseur du GC?	
28) Comment pouvons-nous encourager des personnes et des groupes diversifiés à soumissionner pour cette offre à commandes?	
FORMULAIRE D'AUTO-IDENTIFICATION (<i>pas à des fins d'évaluation</i>)	
29) Seriez-vous prête ou prêt à remplir le formulaire d'auto-identification volontaire (voir l'Annexe C)? a. Dans la négative, pourquoi pas?	
30) Comment pourrions-nous renforcer le libellé pour indiquer clairement que les renseignements recueillis seront utilisés uniquement à des fins statistiques?	
31) Manque-t-il quelque chose au formulaire d'auto-identification?	
32) Avez-vous d'autres idées pour faire le suivi de la diversité et de l'inclusion en rapport avec cette offre à commandes?	

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Offre à commandes pour des services-conseils sur l'ACS+

1. CONTEXTE

Dans le cadre de la [Déclaration et du Programme d'action de Beijing de 1995](#), le gouvernement du Canada s'est engagé à utiliser l'analyse comparative entre les sexes (ACS) pour promouvoir l'égalité entre les sexes. À cette époque, l'ACS visait principalement à réduire les disparités entre les sexes et à accroître l'autonomie des femmes, et elle constituait également un outil important pour appuyer l'élaboration d'initiatives efficaces pour les hommes, les garçons et diverses populations. Depuis son adoption, le cadre canadien de l'ACS+ a été élargi pour englober diverses formes d'exclusion.

Le « Plus » a été ajouté en 2011 afin de tenir compte du fait qu'en plus du sexe et du genre, d'autres facteurs identitaires comme la race, l'ethnicité, la capacité, le statut social et l'âge influent sur la façon dont certaines personnes peuvent être touchées par une loi, une politique ou un programme gouvernemental. Depuis, l'ACS+ n'a cessé d'évoluer et a progressivement accru son orientation intersectionnelle. L'ACS+ reconnaît également que le genre n'est pas binaire et ne se manifeste pas isolément, mais en relation avec d'autres facteurs identitaires et systèmes dans un contexte donné.

2. OBJET

Femmes et de l'Égalité des genres du Canada (FEGC) s'emploie à promouvoir l'égalité entre les sexes dans une perspective intersectionnelle genrée. FEGC a pour mandat de faire avancer l'égalité eu égard au sexe, à l'orientation sexuelle et à l'identité ou à l'expression de genre grâce à l'inclusion des personnes de tous les genres à la vie économique, sociale et politique du Canada.

Processus analytique, l'ACS+ fournit une méthode rigoureuse d'évaluation des inégalités systémiques et des répercussions potentielles de politiques, de programmes et d'initiatives sur divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes de diverses identités de genre en raison de leurs besoins et expériences uniques. L'utilisation de l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) nous permet de mieux comprendre les recoupements entre le sexe et le genre et d'autres facteurs identitaires et constitue un élément essentiel de notre conception et de notre mise en œuvre d'initiatives inclusives.

3. OBJECTIVES

Le gouvernement du Canada a besoin des services de consultants pour fournir des conseils et un soutien technique sur l'utilisation de l'ACS+ à l'aide d'un cadre analytique intersectionnel, à l'appui de la conception et de la prestation d'initiatives gouvernementales accessibles et inclusives. Il pourrait s'agir notamment de politiques, de recherches, de programmes, de mobilisation du public, d'activités d'apprentissage et de renforcement des capacités, ainsi que d'évaluation pour veiller à ce que le gouvernement tienne compte systématiquement et uniformément des besoins intersectionnels de la société.

Les ministères et organismes fédéraux pourraient retenir les services de consultants en fonction de leurs besoins opérationnels particuliers. Le travail des consultants pourrait également, sans s'y limiter, s'ajouter aux efforts des personnes-ressources et des championnes et champions ministériels de l'ACS+ et les appuyer, s'il y a lieu.

Bien que les tâches puissent différer, de nombreuses stratégies ACS+ sont semblables :

- mobiliser un éventail de personnes et différents groupes de personnes pour comprendre leurs réalités et leurs besoins;
- faire participer un éventail de parties prenantes aux décisions liées à la conception, à la prestation et à l'évaluation de l'initiative;
- recueillir des données quantitatives et qualitatives ainsi que des données et des renseignements ventilés selon le sexe et le genre et les analyser;

- intégrer des mesures afin de surveiller et d'évaluer les répercussions de ces initiatives, y compris cerner les lacunes statistiques;
- effectuer un suivi régulier pour repérer les obstacles ou les répercussions involontaires;
- consigner les démarches aux fins de mise à jour et de référence.

4. EXIGENCES

4.1. Tâches, activités, produits livrables et jalons

Les consultants** doivent assurer la qualité des services et des produits livrables, comme le précise leur contrat individuel. Les consultants pourraient être responsables des activités connexes, notamment :

Volet 1: la recherche et l'analyse

Volet 2: l'élaboration et la mise en œuvre de politiques

Volet 3: la gestion de programmes et de projets

Volet 4: la formation et l'élaboration d'outils, et l'animation

Volet 5: l'évaluation et le suivi

*** Les volets qui ne seront pas applicables aux offres à commandes individuelles, pourraient être retirés de l'Énoncé des Travaux.*

Lorsqu'ils fournissent ces services techniques, les consultants doivent adopter une cadre de l'analyse intersectionnelle dans leur travail.

Adopter une perspective intersectionnelle est essentiel, car les femmes, les hommes et les personnes allosexuelles ont une expérience du monde qui leur est propre. L'intersectionnalité renvoie à l'idée que notre expérience du monde est influencée et orientée par le sexe et nos identités multiples et la façon dont ces identités se recoupent, selon la race, la sexualité, la capacité, l'ethnicité, etc.

Une approche intersectionnelle, en plus de tenir compte des facteurs identitaires et des catégories sociales, tient également compte des systèmes (racisme, sexisme, colonialisme, capacitisme, etc.) qui confirment ces expériences. Elle tient compte du contexte historique, social et politique et des systèmes de discrimination qui créent des inégalités. Ce sont les liens entre ces facteurs et les processus sociaux qui engendrent des différences dans les expériences, les possibilités et les résultats. L'ACS+ fournit des outils pour cerner les préjugés humains profondément enracinés et répandus, qui découlent eux-mêmes de l'histoire et du conditionnement profond. L'ACS+ aide à mieux comprendre comment et pourquoi différentes personnes peuvent vivre des inégalités.

S'il y a lieu, les consultants devraient remettre en question et valider les hypothèses sous-jacentes et aider à cerner les biais inconscients à l'appui des décisions fondées sur des données probantes.

Les activités des consultants peuvent comprendre, sans s'y limiter, les activités suivantes:

Volet 1: Recherche et analyse

- Déterminer les besoins en information et les lacunes en données ventilées selon le sexe et le genre afin d'améliorer les initiatives ou les activités.
- Recueillir, analyser et interpréter des données et de l'information ventilées selon le sexe et le genre, et en faire rapport, ce qui comprend cerner et analyser les tendances historiques et émergentes.
- Élaborer et mener des sondages et des évaluations des besoins.
- Faire des recherches sur les tendances sectorielles et du marché.
- Préparer, examiner des rapports statistiques et des rapports détaillés sur les constatations ou simplifier ceux-ci en exposés.
- Recommander des changements et des améliorations en fonction des constatations de l'ACS+.
- Entreprendre et examiner, s'il y a lieu, des analyses contextuelles historiques et politiques liées aux relations du Canada avec les peuples autochtones, les communautés racialisées et d'autres groupes ethniques.
- Effectuer des diagnostics, des évaluations et la collecte de renseignements, y compris la collecte de données ventilées selon le sexe et le genre (c.-à-d. statistiques selon le sexe, l'orientation sexuelle,

l'identité sexuelle, les expressions du genre, la race ou l'ethnicité, l'identité autochtone, le handicap, la langue, l'emplacement géographique, le statut socioéconomique, etc.).

Volet 2: Élaboration et mise en œuvre de politiques

- Grâce à l'utilisation de l'ACS+, conceptualiser l'approche la plus pertinente à l'appui de la conception et de la mise en œuvre des politiques dans un secteur ou un sous-secteur particulier.
- Préparer des options et des recommandations fondées sur les constatations de l'ACS+.
- Préparer et coordonner des documents d'information, des rapports et des notes d'allocution.
- Examiner les documents stratégiques, l'orientation stratégique, les stratégies, les notes conceptuelles, les plans et rapports ministériels et d'autres documents dans une perspective intersectionnelle.
- Préparer, examiner ou mettre à jour une ACS+, y compris examiner les évaluations des risques et les mesures d'atténuation.
- Planifier, concevoir, organiser ou faciliter des activités de mobilisation du public inclusives et accessibles, y compris des activités et des événements de dialogue sur les politiques.

Volet 3: Gestion de programmes et de projets

- Concevoir et mettre en œuvre des projets, des programmes ou d'autres initiatives publiques.
- Soutenir la conception et la mise en œuvre des projets et programmes.
- Participer aux activités de mobilisation du public et fournir des conseils sur les approches participatives inclusives dans la planification de ces activités, y compris les événements et les réunions des partenaires et des parties prenantes.
- Organiser et animer des ateliers de conception de projets axés sur les résultats ou des séances de travail avec des partenaires, des parties prenantes, des partenaires autochtones et des organismes œuvrant à l'atteinte de l'égalité.
- Participer à la préparation de documents sur les options, de documents conceptuels et de documents d'approbation de projet, y compris l'élaboration de modèles logiques et de descriptions de projet, de cadres de gestion du rendement (CGR) et de descriptions de CGR, de plans de surveillance, de registres des risques, de plans de gestion et de mandats. Cela comprend la prestation de conseils sur les cibles et les indicateurs pour mesurer le rendement de l'ACS+.
- Analyser et formuler des recommandations sur l'intégration des considérations liées au genre et à la diversité dans les documents de conception et de planification des projets et des programmes, y compris les modèles et les processus internes.
- Préparer des rapports oraux et écrits, des notes d'information et des points de discussion, y compris des considérations relatives à la diversité et à l'inclusion.
- Fournir des analyses et des commentaires sur les documents produits par les partenaires, les groupes et organismes autochtones et d'autres parties prenantes.

Volet 4: Formation, outils et animation

- Soutenir le processus d'élaboration et de prestation de programmes, de cours et d'activités de formation liés à l'ACS+.
- Surveiller les processus de formation liés à l'ACS+, y compris les méthodes de formation, et donner une rétroaction sur les domaines de formation qui doivent être améliorés.
- Planifier et concevoir des cours et des outils individuels liés à l'ACS+ et obtenir des rapports sur la qualité de la formation et des outils.
- Faciliter la formation sur des sujets liés à l'ACS+ ou à d'autres perspectives analytiques.
- Concevoir et préparer des manuels de formation et du matériel de cours liés à l'ACS+, ce qui peut comprendre des documents à distribuer et du matériel visuel.
- Déterminer les exigences pour répondre aux besoins en formation.
- Élaborer et examiner des outils comme des lignes directrices, des listes de vérification.
- Offrir des séances de formation, d'encadrement et d'information sur l'ACS+, l'équité, la diversité et l'inclusion, la lutte contre le racisme et d'autres thèmes connexes.
- Intégrer l'ACS+ aux programmes, cours, activités de formation, programmes et outils de mentorat et d'encadrement existants.
- Effectuer des recherches et des analyses et formuler des recommandations sur les tendances et les pratiques exemplaires sectorielles canadiennes, autochtones ou internationales, afin d'élaborer et

d'améliorer des outils, des lignes directrices, de la formation, de l'encadrement et des activités de renforcement des capacités.

- Appuyer ou faciliter le partage des connaissances, ce qui comprend la planification et l'organisation d'activités et d'événements accessibles de partage des connaissances ainsi que le transfert approprié des connaissances autochtones, le cas échéant.

Volet 5: Évaluation et suivi

- Évaluer et examiner le rendement de l'institution.
- Élaborer et examiner des rapports de surveillance et d'évaluation.
- Élaborer et examiner le cadre des résultats et les cadres de mesure du rendement.
- Déterminer les indicateurs ventilés selon le sexe et le genre et élaborer des données de référence.
- Évaluer et examiner les pratiques et systèmes de surveillance de l'institution, le budget (coûts des programmes par rapport aux coûts administratifs), les rapports financiers (états financiers, audits et contrôles internes) et les stratégies et plans d'action organisationnels en matière de ressources humaines ainsi que les pratiques et processus de gestion.
- Évaluer et appuyer les structures de gouvernance organisationnelles, y compris le mandat, les rôles et responsabilités, les lignes directrices, les politiques et les processus décisionnels.
- Rendre compte des résultats obtenus à ce jour, y compris les leçons apprises et les pratiques prometteuses.

5. EXIGENCES CONCERNANT L'ENTREPRENEUR

5.1 Spécifications et normes

Les spécifications et les normes seront déterminées dans chaque contrat par rapport à l'offre à commandes conclue par le ministère ou l'organisme fédéral client.

5.2 Environnement technique, opérationnel et organisationnel

L'environnement technique, opérationnel et organisationnel sera déterminé au cas par cas en fonction du ministère ou de l'organisme fédéral client.

5.2.1 RÉUNIONS

- a) Des réunions peuvent être tenues au besoin pour répondre à des besoins urgents ou imprévus, à des travaux techniques, à des activités ou à des problèmes de gestion de contrat ou de programme, et à des obligations contractuelles. Les réunions extraordinaires doivent être rares et n'avoir lieu que si cela est absolument nécessaire.
- b) Des réunions spéciales peuvent être demandées par le gouvernement du Canada ou par l'entrepreneur lorsque le contrat est en vigueur.

5.3 Exigences de production de rapports

Les exigences en matière de rapports seront déterminées par le ministère ou l'organisme fédéral client.

5.3.1 Rapports techniques

L'entrepreneur peut être tenu de préparer et de présenter des rapports techniques, qui doivent comprendre au moins :

- une description générale de la raison du rapport;
- le contexte de la tâche;
- des références;
- l'analyse de la tâche;
- les options examinées;
- l'option recommandée;

- l'analyse et la conception d'une solution;
- les enjeux importants qui pourraient influencer sur la mise en œuvre de la solution;
- les conclusions.

5.3.2 Rapport final d'activité

Sur demande, l'entrepreneur doit fournir un rapport final d'activité (RFA) une fois l'activité terminée. Le rapport final d'activité doit comprendre la version définitive du rapport et les leçons retenues pour des activités semblables à l'avenir.

6. Autorités

6.1 Obligations de la ou du consultant

La ou le consultant est responsable de la prestation des services autorisés par les ministères contractants, après l'attribution d'un contrat. Les modalités de ce ou de ces contrats, y compris les échéanciers, les résultats attendus, les indicateurs de rendement et les produits livrables décrits dans le contrat, s'appliqueront à la ou au consultant.

7. Lieu de travail et lieu de livraison

Le travail sera effectué principalement dans le bureau de la ou du consultant.

8. Langue de travail

Les langues officielles du Canada sont le français et l'anglais. La ou le consultant doit avoir une bonne maîtrise de l'une des deux langues officielles.

9. Utilisation de l'équipement de protection individuelle et lignes directrices sur la santé et la sécurité au travail (SST)

- 9.1 L'entrepreneur doit se conformer aux exigences du gouvernement du Canada en ce qui concerne l'utilisation de l'équipement de protection individuelle (EPI) et respecter les lignes directrices en matière de santé et de sécurité au travail (SST) en vigueur sur les lieux de travail du gouvernement.
- 9.2 L'entrepreneur fournira à ses ressources l'EPI suivant pour le travail sur place : masques, gants, écran protecteur et tout autre équipement prescrit nécessaire pour entrer dans les installations du gouvernement du Canada et y travailler. Le Canada se réserve le droit de modifier la liste d'articles que comprend l'EPI et les lignes directrices sur la SST, s'il y a lieu, pour y ajouter toute recommandation future proposée par les organismes de santé publique.
- 9.3 L'entrepreneur garantit que ses ressources porteront l'EPI susmentionné lorsqu'elles seront sur place et qu'elles suivront en tout temps les lignes directrices en matière de santé et de sécurité au travail (SST) en vigueur au travail pendant la durée du contrat. Si les ressources ne portent pas l'EPI prescrit ou ne respectent pas les lignes directrices en matière de santé et de sécurité au travail (SST) en vigueur au travail, elles ne seront pas autorisées à entrer dans les installations du gouvernement du Canada.
- 9.4 Aucune responsabilité de paiement des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux gouvernementaux

Si l'entrepreneur, son personnel, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison de l'évacuation et de la fermeture de ces bureaux ou de mesures accrues prises pour restreindre à l'accès à ces bureaux, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le gouvernement du Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués sans l'évacuation ou la fermeture ou l'accès restreint.

Si l'entrepreneur, son personnel, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le gouvernement du Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.

10. Frais de déplacement et de subsistance

Les frais de déplacement et de subsistance seront établis par le ministère ou l'organisme fédéral client conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte du Conseil du Trésor en vigueur au moment du déplacement. La Directive sur les voyages du Conseil national mixte du Conseil du Trésor est disponible à l'adresse suivante : <https://www.njc-cnm.gc.ca/directive/d10/fr>.

11. Calendrier du projet

11.1 Dates prévues de début et de fin des travaux

Les dates prévues de début et de fin seront déterminées par le ministère ou l'organisme fédéral client.

11.2 Calendrier et niveau d'effort estimatif (structure de répartition du travail)

Le calendrier des travaux sera établi par le ministère ou l'organisme fédéral client.

12. Relation employeur-employé

La ou le responsable technique approuve et confirme les activités que l'entrepreneur planifiera et réalisera, et il inspecte et accepte les travaux achevés. La ou le consultant travaillera de concert avec la ou le responsable technique désigné dans le contrat. L'entrepreneur exerce un contrôle complet sur l'administration et l'emploi des personnes et doit assurer la coordination de toutes ses ressources, le cas échéant.

13. Travail soumis à l'acceptation

La ou le responsable technique est désigné responsable de l'inspection. Tous les documents, produits livrables et services fournis en vertu du contrat doivent faire l'objet d'une inspection par la ou le responsable de l'inspection. Si un rapport, un document, un produit livrable ou un service n'est pas conforme aux exigences du contrat et qu'il n'est pas satisfaisant selon la personne responsable de l'inspection, cette dernière aura le droit de le rejeter ou d'en demander la correction dans les cinq jours ouvrables suivants, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant d'en recommander le paiement dans le cadre du processus de validation effectué pour le paiement de toute facture.

Toute communication avec l'entrepreneur au sujet de la qualité des travaux exécutés en vertu du contrat doit se faire par correspondance officielle avec l'autorité contractante.

14. Documents pertinents et glossaire

Le cybercours d'introduction à l'ACS+ du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres est accessible sur le site Web suivant : <https://cfc-swc.gc.ca/gba-ac/s/index-fr.html>

Le Cadre des résultats relatifs aux genres du gouvernement du Canada peut être consulté en ligne sur le site Web suivant : <https://cfc-swc.gc.ca/grf-crrg/index-fr.html>

Les statistiques sur le genre, la diversité et l'inclusion de Statistique Canada peuvent être consultées sur le site Web suivant : https://www.statcan.gc.ca/fra/themes-debut/genre_diversite_et_inclusion

La Directive sur les voyages du Conseil national mixte peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.njc-cnm.gc.ca/directive/d10/fr>

Des renseignements sur les Orientations stratégiques pour moderniser les pratiques du gouvernement du Canada en matière d'information relative au sexe et au genre peuvent être consultés sur le site Web suivant : <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/organisation/rapports/sommaire-moderniser-info-sexe-genre.html#h-6>

15. Liste d'acronymes

- a. ACS+ : analyse comparative entre les sexes +
- b. CRRG : cadre des résultats relatifs aux genres

Sollicitation No. - N° de l'invitation E60ZG-212007/A	Amd. No. - N° de la modif. 411zg	Buyer ID - Id de l'acheteur 411zg
Cient Ref. No. - N° de réf. du client E60ZG-212007/A	File No. - N° du dossier 411ZG E60ZG-212007	CCC No. /N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE B ÉBAUCHE DES CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUE

Volet 1 – Recherche et analyse

Volet 2 – Élaboration et mise en œuvre de politiques

Volet 3 – Gestion de programmes et de projets

Volet 4 – Formation, outils et animation

Volet 5 – Évaluation et suivi

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES VISANT TOUS LES VOLETS

- Un offrant et/ou un consultant peut être admissible à un ou plusieurs volets.
- Aux fins de validation, Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC) ou les institutions fédérales clientes se réservent le droit de communiquer avec les personnes mentionnées comme références dans l'offre.
- Chaque consultant désigné dans l'offre sera évalué selon ses mérites.

Critères techniques obligatoires:

- L'offre doit satisfaire aux critères techniques obligatoires décrits ci-dessous. Le soumissionnaire doit fournir la documentation nécessaire pour démontrer sa conformité à cette exigence.
- Le soumissionnaire doit être en mesure de satisfaire aux exigences en matière de consultants mentionnées ci-dessous. Le soumissionnaire doit fournir l'information et la documentation requises pour démontrer sa conformité à chaque exigence, puisque chaque consultant sera évalué en fonction des critères techniques obligatoires liés aux consultants décrits ci-dessous.
- Les offres qui ne satisfont pas aux critères techniques obligatoires seront déclarées irrecevables. Chaque critère technique obligatoire devrait être traité séparément.
- Il faut clairement démontrer comment le consultant proposé satisfait au critère d'expérience obligatoire indiqué pour être admissible. Le document doit être en format Word, ne pas dépasser cinq (5) pages en anglais ou cinq pages et demie (5,5) en français* (8,5 X 11; police de 11 points; marges normales). Veuillez noter qu'il ne suffit pas de simplement déclarer que vous possédez la qualification. Le curriculum vitae servira de source secondaire pour valider l'expérience décrite dans le document.

Critères techniques obligatoires pour tous les volets (COT)

All Streams			SATISFAIT / NON SATISFAIT	DÉTAILS, RENVOI À LA PROPOSITION
	Description Pour fournir les services de service-conseils, chaque consultant proposé doit satisfaire aux critères techniques obligatoires énoncés ci-dessous.			
COT1	<p>EXPÉRIENCE OBLIGATOIRE: L'offre doit démontrer qu'au cours des dix (10) dernières années à la date de clôture des soumissions, chaque consultant proposé a mené à bien au moins trois (3) projets et au plus cinq (5) projets à titre de consultant principal, de consultant unique ou de co-consultant relativement à l'application d'une approche intersectionnelle qui examine le genre, l'identité et les facteurs sociaux et la façon dont ils se recoupent, à l'égard de la race, de la sexualité, du handicap, de l'indigénité, de l'ethnicité, de l'âge, du statut social et plus encore, dans les secteurs privé ou universitaire, ainsi que dans les secteurs sans but lucratif, du bénévolat ou de la fonction publique.</p> <p>Pour qu'un projet soit évalué, l'offre doit inclure au moins les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la durée du projet (de la date de début à la date de fin);b) la nature du projet (brève description);c) une description du rôle du consultant proposé (brève description des responsabilités et des tâches liées à la réalisation du projet);d) une description des produits livrables soumis à la personne responsable du projet;e) le nom de la personne responsable du projet; <p>L'offre doit inclure au moins une référence pour chaque service ou projet terminé, avec ses coordonnées (courriel, numéro de téléphone actuel, adresse professionnelle et titre de la personne responsable du projet).</p> <p>La présentation de renseignements sur le projet ne doit pas dépasser une page par projet.</p>			
COT2	<p>FORMATION OBLIGATOIRE : À la date de clôture des soumissions, l'offre doit démontrer que chaque consultant proposé a réussi le cours d'introduction en ligne sur l'analyse comparative entre les sexes plus (ACSP+) du ministère des Femmes et de l'Égalité des sexes.</p> <p>À titre de preuve que l'exigence est satisfaite, l'offre doit inclure une copie du certificat de participation au cours d'introduction à l'ACSP+ pour chaque spécialiste proposé.</p>			

COT3

ÉTUDES DE TYPE CLASSIQUE OBLIGATOIRES

Chaque consultant proposé doit détenir au moins un (1) des grades suivants :

- a) Diplôme collégial ou cégep
- b) Baccalauréat d'un établissement d'enseignement postsecondaire reconnu avec spécialisation acceptable dans l'un des domaines suivants : études du genre ou de la sexualité, sociologie, statistique, études ethniques et culturelles, ou dans d'autres domaines liés aux sciences humaines et sociales
- c) Maîtrise d'un établissement d'enseignement postsecondaire reconnu avec spécialisation acceptable dans l'un des domaines suivants : études du genre ou de la sexualité, sociologie, statistique, études ethniques et culturelles, ou dans d'autres domaines en sciences humaines et sociales
- d) Doctorat d'un établissement d'enseignement postsecondaire reconnu avec spécialisation acceptable dans l'un des domaines suivants : études du genre ou de la sexualité, sociologie, statistique, études ethniques et culturelles, ou dans d'autres domaines en sciences humaines et sociales

À titre de **preuve** que l'exigence est satisfaite, une copie du diplôme ou du certificat doit être fournie.

OU

L'offre doit démontrer qu'**au cours des cinq (5) dernières années** à la date de clôture des soumissions, chaque consultant proposé a au moins trois cours/formations/ateliers pertinents dans certains domaines qui ont été **animés ou suivis** dans les domaines suivants :

- Diversité des genres et de sexualité
- Peuples et collectivités autochtones
- Enjeux ethniques et interculturels
- Lutte contre le racisme
- Accessibilité
- Enjeux touchant les personnes handicapées
- Discrimination et oppression systémique
- Biais inconscient
- Égalité entre les sexes
- Espace positif
- Violence fondée sur le sexe
- Diversité et inclusion
- Conception inclusive

	<p>Leadership inclusif</p> <p>Système et organismes inclusifs</p> <p>Communication inclusive</p> <p>Mobilisation inclusive</p> <p>Culture organisationnelle</p> <p>Changement de comportement</p> <p>Pleine conscience</p> <p>L'offre doit inclure les renseignements suivants pour démontrer sa conformité aux cours/formations/ateliers :</p> <p>1) le titre du cours, de la formation ou de l'atelier; une description du lieu, du moment et de l'objectif d'apprentissage du cours, de la formation ou de l'atelier dans un format ne dépassant pas 15 lignes pour chaque activité pertinente.</p> <p>OU</p> <p>2) la période du contrat pour laquelle la formation a été animée; le titre du cours, de la formation ou de l'atelier; les objectifs d'apprentissage, le mois et l'année où la formation a été animée; la valeur du contrat et une description détaillée du mode de prestation des activités de formation.</p> <p>Une description du lieu, du moment et de l'objectif d'apprentissage du cours, de la formation ou de l'atelier animé ou suivi doit être fournie (maximum de 10 lignes par formation pertinente).</p> <p>Une preuve de la formation doit être fournie avec l'offre (copies des diplômes, certificats, etc.).</p>		
--	--	--	--

Critères techniques cotés (CC)

Les offres qui satisfont à tous les critères techniques obligatoires seront évaluées et cotées selon les tableaux ci-dessous.

Une offre qui n'obtient pas le nombre minimal de points requis pour les critères CC1, CC2 et CC3 sera déclarée non recevable.

L'offre qui satisfait au nombre minimal de points requis pour les critères techniques cotés CC1, CC2 et CC3 sera jugée recevable et le critère coté spécifique déterminera le niveau d'expertise par volet.

Tous les critères techniques cotés seront évalués et notés de la manière indiquée ci-dessous.

Les niveaux d'expérience seront déterminés en fonction des points attribués pour les critères techniques cotés. La répartition des points permettant de déterminer le niveau d'expérience de chaque spécialiste est la suivante :

- **Contrat de consultant de niveau supérieur** : 100 à 120 points
- **Contrat de consultant de niveau intermédiaire** : 70 à 90 points
- **Contrat de consultant de niveau subalterne** : 40 à 60 points

Critères techniques cotés pour TOUS les volets (CCT)

Le consultant doit démontrer clairement dans ses projets présentés pour le COT1 comment il satisfait aux critères techniques énumérés ci-dessous :		
N'a pas démontré cette expérience – 0 point Un exemple de cette expérience – 10 points Deux exemples de cette expérience – 20 points Trois exemples de cette expérience – 30 points		
EXPÉRIENCE PERTINENTE	MAXIMUM DE POINTS COTÉS	NOTE
CCT1 – L'offre doit clairement démontrer que chaque consultant proposé a acquis l'expérience au cours des cinq (5) dernières années à la date de clôture des soumissions, en préparation et présentation d'exposés, de rapports, de séances d'information orales ou écrites ou en prestation de conseils techniques ou de recommandations sur des enjeux organisationnels, socioéconomiques et sectoriels liés à l'économie et à la société canadienne.	30	
CCT2 – L'offre doit clairement démontrer que chaque consultant proposé a acquis l'expérience au cours des cinq (5) dernières années à la date de clôture des soumissions, en réalisation de recherches au moyen d'analyses intersectionnelles ou de recherches et d'analyses fondées sur des données probantes, ce qui peut également inclure l'élaboration ou l'utilisation de méthodes et de cadres liés aux sciences sociales appliquées.	30	
Cette évaluation sera effectuée à partir du ou des projets soumis pour le COT1.		

Solicitation No. - N° de l'invitation E60ZG-212007/A	Amd. No. - N° de la modif. 411zg	Buyer ID - Id de l'acheteur 411zg
Client Ref. No. - N° de réf. du client E60ZG-212007/A	File No. - N° du dossier 411ZG E60ZG-212007	CCC No. /N° CCC - FMS No./N° VME

CCT3 – L'offre doit clairement démontrer que chaque consultant proposé a acquis l'expérience au cours des cinq (5) dernières années à la date de clôture des soumissions en établissement de relations de travail efficaces avec des représentants du gouvernement (fédéral, provincial ou municipal) et d'autres partenaires ou intervenants, ou en participation à des groupes de travail ou collaboration avec des clients ou des parties prenantes. Cette évaluation sera effectuée en appelant les références fournies pour le COT1.	30	
CCT4 – L'offre doit clairement démontrer que chaque consultant proposé a acquis l'expérience au cours des cinq (5) dernières années à la date de clôture des soumissions en élaboration ou en mise en œuvre de stratégies d'analyse comparative entre les sexes + (ACSP+), de lutte contre le racisme, le handicap, la discrimination, la diversité ou l'inclusion à l'intention des populations ou des groupes vivant dans des situations vulnérables.		
Maximum global de points pour les trois critères techniques cotés (CCT1, CCT2, CCT3): Maximum de points	120	
Minimum de points requis pour que l'offre du consultant proposé soit jugée recevable : 40		

Critères techniques cotés pour CHAQUE volet (CCV)

Critères techniques cotés spécifiques: Veuillez noter que les critères suivants s'ajoutent aux critères cotés ci-dessus et ne serviront qu'à évaluer les compétences d'un consultant dans les domaines mis en évidence (volets).

Volet 1 – Recherche et analyse

Le consultant doit démontrer clairement dans ses projets présentés pour le COT1 comment il satisfait aux critères techniques énumérés ci-dessous : N'a pas démontré cette expérience – 0 point Un exemple de cette expérience – 10 points Deux exemples de cette expérience – 20 points Trois exemples de cette expérience – 30 points		
	Description Afin de fournir des services liés à la recherche et à l'analyse, l'offre doit satisfaire aux critères techniques cotés indiqués ci-dessous :	NOTE
CCV1	EXPÉRIENCE PERTINENTE: L'offre doit clairement démontrer que chaque consultant proposé a acquis l'expérience au cours des dix (10) dernières années à la date de clôture des soumissions, en analyse/recherche intersectionnelle ou en pratiques de réflexion conceptuelle, y compris l'élaboration ou l'utilisation de méthodes et de cadres pertinents et l'intégration d'approches intersectionnelles ou de création conjointe dans la recherche quantitative ou qualitative	30

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZG-212007/A

Amd. No. - N° de la modif.
411zg

Buyer ID - Id de l'acheteur
411zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client
E60ZG-212007/A

File No. - N° du dossier
411ZG E60ZG-212007

CCC No. /N° CCC - FMS No./N° VME

Maximum global de points pour le critère technique coté (CCV1)		30
Minimum de points requis pour que l'offre du consultant proposé soit jugée recevable : 10		
Maximum global de points pour les quatre critères techniques cotés (CCT1, CCT2, CCT3 and CCV1):		120
Minimum de points requis pour que l'offre soit jugée recevable pour le volet 1 :		40

Volet 2 – Élaboration et mise en œuvre de politiques

Le consultant doit démontrer clairement dans ses projets présentés pour le COT1 comment il satisfait aux critères techniques énumérés ci-dessous : N'a pas démontré cette expérience – 0 point Un exemple de cette expérience – 10 points Deux exemples de cette expérience – 20 points Trois exemples de cette expérience – 30 points		
	Description Afin de fournir des services liés au volet Élaboration et mise en œuvre des politiques, l'offre doit satisfaire aux critères techniques cotés indiqués ci-dessous.	NOTE
CCV2	EXPÉRIENCE PERTINENTE : L'offre doit clairement démontrer que chaque consultant proposé a acquis l'expérience au cours des dix (10) dernières années à la date de clôture des soumissions, en élaboration ou en mise en œuvre de politiques.	30
Maximum global de points pour le critère technique coté (CCV2)		
Minimum de points requis pour que l'offre du consultant proposé soit jugée recevable : 10		
Maximum global de points pour les quatre critères techniques cotés (CCT1, CCT2, CCT3 and CCV2):		
Minimum de points requis pour que l'offre soit jugée recevable pour le volet 2 :		
		120
		40

Volet 3 – Gestion de programmes et de projets

Le consultant doit démontrer clairement dans ses projets présentés pour le COT1 comment il satisfait aux critères techniques énumérés ci-dessous : N'a pas démontré cette expérience – 0 point Un exemple de cette expérience – 10 points Deux exemples de cette expérience – 20 points Trois exemples de cette expérience – 30 points		
	Description Afin de fournir des services liés au volet Gestion de programmes et de projets, l'offre doit satisfaire aux critères techniques cotés indiqués ci-dessous.	NOTE
CCV3	EXPÉRIENCE PERTINENTE : L'offre doit clairement démontrer que chaque consultant proposé a acquis l'expérience au cours des dix (10) dernières années à la date de clôture des	30

Solicitation No. - N° de l'invitation
E60ZG-212007/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
411zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client
E60ZG-212007/A

File No. - N° du dossier
411ZG E60ZG-212007

CCC No. /N° CCC - FMS No./N° VME

	soumissions, en participant à des programmes ou des projets, ou à la prestation de services au public, ou qu'il les a gérés.		
	Maximum global de points pour le critère technique coté (CCV3)		30
	Minimum de points requis pour que l'offre du consultant proposé soit jugée recevable : 10		
	Maximum global de points pour les quatre critères techniques cotés (CCT1, CCT2, CCT3 and CCV3):		120
	Minimum de points requis pour que l'offre soit jugée recevable pour le volet 3 :		40

Volet 4 – Formation, outils et animation

Le consultant doit démontrer clairement dans ses projets présentés pour le COT1 comment il satisfait aux critères techniques énumérés ci-dessous : N'a pas démontré cette expérience – 0 point Un exemple de cette expérience – 10 points Deux exemples de cette expérience – 20 points Trois exemples de cette expérience – 30 points			
	Description Afin de fournir des services liés au volet Formation, outils et animation, l'offre doit satisfaire aux critères techniques cotés indiqués ci-dessous.	MAXIMUM DE POINTS COTÉS	NOTE
CCV4	EXPÉRIENCE PERTINENTE : L'offre doit clairement démontrer que chaque consultant proposé a acquis l'expérience au cours des dix (10) dernières années à la date de clôture des soumissions, en création et en prestation d'activités de formation et de renforcement des capacités.	30	
	Maximum global de points pour le critère technique coté (CCV4)	30	
	Minimum de points requis pour que l'offre du consultant proposé soit jugée recevable : 10		
	Maximum global de points pour les quatre critères techniques cotés (CCT1, CCT2, CCT3 and CCV4):	120	
	Minimum de points requis pour que l'offre soit jugée recevable pour le volet 4 :	40	

Volet 5 – Évaluation et suivi

Le consultant doit démontrer clairement dans ses projets présentés pour le COT1 comment il satisfait aux critères techniques énumérés ci-dessous : N'a pas démontré cette expérience – 0 point Un exemple de cette expérience – 10 points Deux exemples de cette expérience – 20 points Trois exemples de cette expérience – 30 points			
	Description Afin de fournir des services liés au volet Évaluation et suivi, l'offre doit satisfaire aux critères techniques cotés indiqués ci-dessous.	MAXIMUM DE POINTS COTÉS	NOTE
CCV5	EXPÉRIENCE PERTINENTE : L'offre doit clairement démontrer que chaque consultant proposé a acquis l'expérience, au cours des dix (10) dernières années à la date de clôture des	30	

Sollicitation No. - N° de l'invitation
E60ZG-212007/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
411zg

Client Ref. No. - N° de réf. du client
E60ZG-212007/A

File No. - N° du dossier
411ZG E60ZG-212007

CCC No. /N° CCC - FMS No./N° VME

	soumissions, en élaboration de cadres de mesure du rendement ou en évaluation ou la mise en œuvre de politiques ou de programmes de développement socioéconomique, ou en utilisation de techniques d'évaluation spécialisées, tant qualitatives que quantitatives.		
Maximum global de points pour le critère technique coté (CCV5)		30	
Minimum de points requis pour que l'offre du consultant proposé soit jugée recevable : 10			
Maximum global de points pour les quatre critères techniques cotés (CCT1, CCT2, CCT3 and CCV5):		120	
Minimum de points requis pour que l'offre soit jugée recevable pour le volet 5 :		40	

ANNEXE C

FORMULAIRE DE DÉCLARATION VOLONTAIRE

Le gouvernement du Canada a fait de la diversité et de l'inclusion une priorité absolue. Le gouvernement croit que la promotion de la diversité et de l'inclusion rendra le Canada plus productif et innovateur, et améliorera la qualité des politiques publiques, des recherches, des analyses, des programmes et des services.

Pour veiller à une offre à commandes en services de consultation pour l'ACS+ où des chances équitables sont offertes à toutes les personnes talentueuses et où l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI) sont soutenues avec efficacité, Femmes et Égalité des genres Canada propose de recueillir des données personnelles sur les personnes sélectionnées en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement en services de consultation pour l'ACS+. Cette collecte de données permettra de recueillir de l'information sur la diversité des consultantes et consultants en vue de mieux repérer et éliminer les obstacles, ainsi que de concevoir de nouvelles mesures pour garantir plus d'EDI dans l'offre à commandes pour les services de consultation pour l'ACS+.

Vous êtes libre de répondre aux questions de déclaration volontaire. Vos réponses ne serviront pas à des fins de sélection ou d'évaluation du mérite. L'information fournie restera strictement confidentielle et sera utilisée à des fins statistiques seulement, et ce, d'une manière qui ne permettra pas de vous identifier. Les résultats seront présentés sous forme agrégée dans le but d'éclairer les considérations en matière de diversité et d'inclusion (p. ex. veiller à ce que l'offre à commandes atteigne un groupe diversifié de personnes) dans les futures offres à commandes en services de consultation pour l'ACS+.

En faisant une déclaration volontaire, vous consentez à ce que vos renseignements soient utilisés dans des rapports, des analyses et des études visant à aider la Fonction publique à analyser l'information sur les candidates et candidats appartenant à des groupes désignés au titre de l'équité en emploi, afin de mesurer le taux de réussite de ces groupes désignés dans le cadre du processus d'offre à commandes ainsi que de faire le suivi et de rendre compte du nombre des candidates et candidats (retenus ou non) appartenant à un groupe désigné.

Énoncé de confidentialité

La collecte, l'utilisation et la divulgation des renseignements personnels se déroulent conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Choix de déclaration volontaire

Veillez noter les points suivants:

- Vous pouvez vous déclarer faisant partie de plusieurs catégories identitaires.
- Vous pouvez vous déclarer faisant partie à la fois du groupe Autochtones et du groupe Minorités visibles si vous êtes d'ascendance mixte, par exemple si vous avez un parent autochtone et un parent appartenant à une minorité visible.

1. **Sexe:** Vous identifiez-vous comme étant:

Femme
Homme
Non-binaire

2. **Autochtone:** Une personne autochtone est une personne faisant partie du groupe des Indiens de l'Amérique du Nord ou d'une Première Nation, ou qui est Métis ou Inuit. Les termes « Indien d'Amérique du Nord » ou « membre des Premières Nations » s'entendent des personnes indiennes de plein droit ou inscrites ou visées par des traités de même que des personnes indiennes non inscrites.

Êtes-vous Autochtone?

Oui
Non

3. **Minorité visible:** Un membre d'une minorité visible au Canada est une personne qui n'est pas de race blanche ou qui n'a pas la peau blanche, peu importe le lieu de sa naissance.

Êtes-vous un membre d'une minorité visible?

Oui
Non

4. **Personne en situation de handicap:** Une personne en situation de handicap est une personne qui a une déficience durable ou récurrente soit de ses capacités physiques, mentales ou sensorielles, soit d'ordre psychiatrique ou en matière d'apprentissage et

1. considère qu'elle a des aptitudes réduites pour exercer un emploi; ou,
2. pense qu'elle risque d'être classée dans cette catégorie en raison d'une telle déficience.

La présente définition vise également les personnes dont les limitations fonctionnelles à leur déficience font l'objet de mesures d'adaptation pour leur emploi ou dans leur lieu de travail.

Êtes-vous une personne en situation de handicap?

Oui
Non

5. **Région canadienne:** Dans quelle province ou dans quel territoire travaillez-vous?

Alberta
Colombie-Britannique
Manitoba
Nouveau-Brunswick
Terre-Neuve-et-Labrador
Territoires du Nord-Ouest
Nouvelle-Écosse

Nunavut
Ontario
Île-du-Prince-Édouard
Québec
Saskatchewan
Yukon